

50/51°
NORD

LES CANCERS



Pourquoi le cancer frappe si fortement les habitants de notre région ? Cette question, posée fréquemment et depuis plusieurs années, n'a pas trouvé de réponses. Et c'est sans conséquence. Car quelle que soit la réponse, elle ne permettra pas de résorber les chiffres connus sur le sujet. La survenue d'un cancer est la résultante de plusieurs facteurs qu'il est extrêmement difficile d'identifier.

Et quand bien même il devenait possible d'expliquer ce qui provoque la maladie, cette connaissance serait inutile si aucun moyen d'action pour éviter que le cancer ne survienne n'était trouvé.

C'est pourquoi il est temps de se demander comment agir, que faire pour faire baisser la mortalité et la morbidité par cancers dans le Nord – Pas-de-Calais ?

Grâce aux connaissances acquises sur le sujet, une véritable politique de santé peut voir le jour dans la région.

Et porter ses fruits.

Car pour la première fois, un plan national doté de moyens importants coïncide avec une priorité de santé régionale. Le " plan national cancer " mis en place en 2000 est devenu une des trois priorités de santé nationale par décision du Président de la République en 2002.

L'occasion pour le Nord – Pas-de-Calais de faire du cancer sa priorité de santé n°1 et d'innover pour agir sur une situation qui n'est pas une fatalité.

LA RÉGION EN SITUATION DE DEVENIR UN LABORATOIRE NATIONAL DE LA LUTTE CONTRE LE CANCER

Plurifactoriel, multidimensionnel, le cancer est un problème de santé à l'échelle de la région.

Qu'il s'agisse de prévention ou de prise en charge, un **plan d'action sur le cancer ne peut être que global, non pas massif, mais avec de multiples facettes.**

Avec la connaissance disponible sur les cancers dans la région et le repérage des sites pollués, il est possible de construire un programme complet qui devra prendre en compte les enseignements des actions menées jusqu'ici.

On sait qu'il ne peut y avoir de soins sans professionnels

en nombre suffisant, de prévention efficace qui ne soit finement adaptée, de communication efficace avec la population et les malades sans connaissance de leurs besoins et attentes.

Soigner la démographie des professions de santé, connaître les publics exposés aux différents risques et adapter les messages de prévention et leurs vecteurs, sont les priorités qui pourraient permettre d'agir pour limiter les nouveaux cas et mieux soigner les malades.

En faisant d'une priorité nationale de santé son plan

d'action régional de santé n°1, le Nord – Pas-de-Calais s'engage dans une voie dont les risques et opportunités sont connues : **s'offre à lui l'occasion d'innover et de devenir un laboratoire avancé dans le cadre de la lutte nationale contre le cancer.**

3 questions à : MICHEL AUTES

*Vice-Président du Conseil Régional chargé de la prévention et de la santé.
Président de la commission santé affaires sociales de l'Association des régions de France.*

Le Conseil Régional a décidé de prioriser le cancer. Quels sont les objectifs que vous souhaitez atteindre ? Comment ?

*Le Conseil Régional n'a pas de compétences propres en santé mais nous avons un devoir vis-à-vis de la population. Notre action en santé est basée sur un principe de réalité. Nous luttons contre une injustice de deux manières : **nous continuons d'interpeller l'État dont nous attendons qu'il répare ces injustices puisque la santé est de sa compétence et nous avons décidé d'agir pour améliorer la situation.** Pour lutter contre le cancer, notre plan d'action porte sur 4 domaines : la prévention, le dépistage, les équipements hospitaliers, l'accompagnement des malades et de leurs proches. Notre objectif, c'est que les chiffres du cancer diminuent pour rapprocher ceux du reste de la France d'ici 5 ans.*

Nous engageons 8,5 millions d'euros dans ce plan, plus 1,5 millions d'euros sur le volet de la recherche.

Cette action vise à accélérer celle de l'État, sans le dédouaner de ses responsabilités dans le domaine de la création de postes médicaux ou du financement des établissements de santé par exemple.

Bien entendu, les fonds dirigés sur le cancer ne le sont pas au détriment des autres actions menées par le Conseil Régional dans la santé. Il s'agit de fonds supplémentaires.

En tant que responsable politique, qu'attendez-vous des professionnels de santé en finançant leur action dans le domaine du cancer ?

Les professionnels de santé de cette région sont d'une très grande qualité, mais ne sont pas suffisamment nombreux. C'est sur ce point que l'État doit agir très vite et accompagner notre effort en créant les postes dont on a besoin pour rattraper notre retard par rapport au reste de la France et pour que ces postes soient pourvus.

*Avec ce plan régional cancer, **nous espérons une amélioration de la prise en charge des malades et des familles de malades**, notamment dans la continuité des soins entre l'hôpital et la médecine de ville, les professionnels du soin libéraux – infirmières, aides soignantes, kinésithérapeutes... Car en ce domaine, de meilleurs échanges pourraient permettre de gagner du temps et de la qualité de vie pour les patients.*

Par rapport à tout ce qui a déjà été fait et tout ce que l'on sait sur le cancer, sur quelles bases avez-vous construit ce plan régional ?

Nous travaillons d'abord au diagnostic de ce qui a été réalisé. Nous ne voulons pas refaire ce qui existe déjà. Pas question non plus de faire table rase du passé, car des actions pertinentes ont été et sont menées.

*Notre but est de repérer et **agir là où on peut avoir un effet d'entraînement ou d'innovation.***

*Et bien entendu, autour de ce travail, nous entendons mettre en place **des dispositifs de citoyenneté, qui invitent les habitants de la région au débat, afin que ce projet soit le leur autant qu'il sera le notre.***